



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

—
 QUÉBEC, SAMEDI, 14 SEPTEMBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

—
 Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

—
 Québec, 6 septembre 1912.
 Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 septembre 1912, de nommer MM. Désiré Pelletier, fils d'Henri, Adélar Gagné et Joseph Caron, estimateurs de la municipalité de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

—
 Québec, 6 septembre 1912.
 Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 septembre 1912, de nommer Messrs Dalina Lanthier, Dalina Dufresne et Damien Masson, estimateurs de la municipalité du village de Saint-Benoit, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 3663

—
 Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour d'août 1912, de nommer l'honorable Louis Rodolphe Roy, de la cité de Québec, juge de la cour supérieure, membre du comité catholique du conseil de l'Instruction publique. 3671

PROVINCE OF QUEBEC.

—
 QUEBEC, SATURDAY, 14th SEPTEMBER, 1912

GOVERNMENT NOTICES.

—
 Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

—
 Quebec, 6th September, 1912.
 His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th September, 1912, to appoint Messrs. Désiré Pelletier, son of Henri, Adélar Gagné and Joseph Caron, valuers of the municipality of the parish of Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, county of Matane, under the provisions of article 728 of the municipal code.

—
 Quebec, 6th September, 1912.
 His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th September, 1912, to appoint Messrs. Dalina Lanthier, Dalina Dufresne and Damien Masson, valuers of the municipality of the village of Saint-Benoit, county of Matane, under the provisions of article 728 of the municipal code. 3664

—
 His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of August, 1912, to appoint the Honourable Louis Rodolphe Roy, of the city of Quebec, judge of the superior court, a member of the catholic committee of the Council of Public Instruction. 3672

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1912, de nommer MM. Robert Bickerdike, agent, de la cité de Montréal, Howard Murray, manufacturier, de Shawinigan-Falls, et William H. Walker, cultivateur, de Huntingdon, membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. 3673

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth day of July, 1912, to appoint Messrs. Robert Bickerdike, agent, of the city of Montreal, Howard Murray, manufacturer, of Shawinigan Falls, and William H. Walker, farmer, of Huntingdon, members of the protestant committee of the Council of Public Instruction. 3674

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT ;

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept août mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quinze octobre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept août courant ; vous convoquons par les présentes pour le QUINZE OCTOBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingtième jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
3723 L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Joliette, le cercle ci-dessous est autorisé, sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse du Bienheureux Alphonse-de-Rodriguez."

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 11 septembre 1912. 3697

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seventh of August, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifteenth of October next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty-seventh of August instant, and hereby convene you for the FIFTEENTH of OCTOBER next, and accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twentieth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.
2724

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Joliette, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the parish of the Bienheureux Alphonse-de-Rodriguez."

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Québec, 11th September, 1912. 3698

Québec, 10 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Albert Poupard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Hector Bernard, en son vivant notaire public, pratiquant à Sainte-Martine, district susdit.

3681

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour d'août 1912, constituant en corporation MM. William Thibeault, négociant, Adélaré Thibeault, négociant, Joseph Thibeault, boucher, L. Philippe Thibeault, étudiant, de Saint-Eugène, et Charles Lecours, marchand de bois, de l'Islet Station, dans les buts suivants :

Manufacturer la brique et faire le commerce de briques, sous le nom de "La Chicoutimi Brique Compagnie, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Eugène de l'Islet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'août 1912.

C. J. SIMARD,

Secrétaire de la province.

3675

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Alarie Tourangeau et Arthur Courchènes, agents, Oza Chabot, Gilbert Demers et Wilfrid Denis, bourgeois, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner tous les biens mobiliers ou immobiliers, y compris les obligations, actions ou autres valeurs des gouvernements, corporations municipales ou scolaires et des banques ou autres compagnies dûment constituées en corporation ;

Faire les affaires d'agence générale et de courtage et en particulier agir en qualité d'agent et de courtier pour les placements, prêts, paiements, transmission et perception des deniers, pour la vente, transport et enregistrement d'obligations, actions et autres valeurs, pour les achats, vente, échange, louage, améliorations, développement et administration de toute propriété, affaire ou entreprise et pour les gestions, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, prendre des actions de telle compagnie, garantir l'exécution de contrats pour toute personne ou compagnie, vendre, louer ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la compagnie, ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges, et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptant, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou par-

Quebec, 10th September, 1912.

Notice is hereby given that, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Albert Poupard, esquire, notary public, practising and residing at Sainte-Martine, county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Hector Bernard, in his lifetime notary public, practising at Sainte-Martine, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3682

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of August, 1912, incorporating Messrs. William Thibeault, trader, Adélaré Thibeault, trader, Joseph Thibeault, butcher, L. Philippe Thibeault, student, of Saint Eugène, and Charles Lecours, lumber merchant, of l'Islet Station, for the following purposes :

To manufacture and deal in brick under the name of "La Chicoutimi Brique Compagnie, Limitée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Saint Eugène de l'Islet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3676

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1912, incorporating Messrs. Alarie Tourangeau and Arthur Courchènes, agents, Oza Chabot, Gilbert Demers et Wilfrid Denis, gentlemen, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any moveable or immoveable property including the bonds, stock or other securities of governments, municipal or school corporations and banks or other duly incorporated companies ;

To carry on a general agency and brokerage business and especially to act as agent and broker for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the sale, transfer and registration of bonds, stock and other securities, for the purchase, sale, exchange, lease, improvement, development and administration of any property, business or undertaking and for the management, control or direction of syndicates, societies, associations, companies or corporations ;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company, to take the stock of such company, guarantee the execution of contracts for any person or company, to sell, lease or otherwise assign the property and undertaking of the company or any part thereof for the consideration deemed fit by it and in particular for the shares, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of the company and also its stock in trade, good will, privileges and property of all kinds, and pay for same with cash, stock or bonds of the company or otherwise ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills or exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or part payment of any business,

tiel, de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, permis, contrat, meuble, immeuble, actions, obligations ou bons ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie et en particulier des actions, obligations ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a la faculté de disposer ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder, autrement des droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toutes choses ci-dessus comme principal et comme agent, entrepreneur ou autrement, et seul ou avec d'autres ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets, fins ou propres à les atteindre ;

Prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou le compte d'autres personnes, sur hypothèques et valeurs mobilières ou immobilières, et en garantir ou non le remboursement et plus spécialement et sans limiter les termes ci-dessus à prêter aux conditions jugées convenables, avec pouvoir de prendre en garantie pour tel prêt ou toute autre dette contractée envers la compagnie, des hypothèques, biens-fonds, ventes foncières, à prêter avec ou sans hypothèques à toutes personnes ou corporations municipales et scolaires, aux fabriques et aux syndics pour la construction ou la réparation des églises de la province de Québec, ou aux particuliers, les sommes qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursable soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ; à emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt, qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts, par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie ;

A faire fonction d'agence ou association pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement et garantir le remboursement du capital, ou le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes ainsi confiées à la compagnie ; toutefois elle ne pourra prêter sous garantie de lettre de change ou de billet ;

Les objets ou fins ou pouvoirs précédemment énumérés de la compagnie seront considérés comme distincts et ne dépendront pas les uns des autres, et la compagnie pourra exercer l'un ou plus des dits pouvoirs sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie ;

Rémunérer en les payant en deniers comptants, en actions, obligations, ou de toute autre manière les services rendus ou à rendre par toute personne ou corporation relativement au placement du capital actions et des obligations ou autres valeurs de la compagnie et relativement à la formation de celle-ci à son avancement ou à la direction de ces affaires, sous le nom de "Parc Saint-Jacques, Incorporé", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3679

Sous-secrétaire de la province.

undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, contract, moveable, immoveable, stock, bonds, debentures or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To distribute in kind amongst the shareholders any property of the company and especially the shares, bonds or securities of other companies belonging to the company or of which the company has the right to dispose of ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do everything hereabove as principal and as agent, contractor or otherwise, and alone or with others ;

To do anything else in connection with the above objects and purposes or proper for the attainment thereof ;

To loan and borrow money on its own account or for the account of other persons, on hypothecs and moveable or immoveable securities, and guarantee or not the repayment of same and more especially and without limiting the hereabove terms to loan on the conditions deemed fit with power to take as security for such loan or any other debt contracted towards the company, hypothecs, real estate, ground rents ; to loan with or without hypothecs to any persons or municipal and school corporations, fabriques and trustees for the building or the reparation of the churches of the province of Quebec, or to individuals, the amounts they have the right to borrow, repayable either on long or short terms, with or without extinction ; to borrow money at such rate of interest as may be agreed upon, with full right to give security for such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

To operate as an agency or association to act in the name of others who may place money with it for the purposes of loan and investment and guarantee the repayment of the capital or the payment of the interest or both of any sums thus placed with the company, nevertheless it shall not loan under security of bills of exchange or of notes ;

The foregoing objects, purposes or powers of the company shall be considered as distinct and shall not depend the one upon the other, and the company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the above articles respecting same shall not be limited in its generally or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of the ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the company ;

To remunerate by the payment of cash, stock, bonds, or in any other manner, the services rendered or to be rendered by any person or corporation respecting the placing of the capital stock and the bonds on other securities of the company and respecting the formation of the latter its advancement or the management of its business, under the name of "Parc Saint-Jacques, Incorporé", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the company, at city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3680

Deputy Provincial Secretary.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1912, constituant en corporation MM. Henri Roberge, J. L. Demers et Joseph Demers, marchands, J. S. O'Meara, manufacturier, tous quatre de la cité de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, province de Québec, l'honorable J. Eugène Roberge, de Lambton, dans le comté de Frontenac, dite province, marchand et membre du Conseil Législatif de la province de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par tout autre titre légal, et posséder, tenir, vendre, louer, sous-louer ou mettre à profit des immeubles, terrains, bâtisses, tenements et héritages et droits y ayant rapport, de toute sorte et description, ou en disposer autrement, et effectuer l'assurance contre les pertes par le feu ou autrement de toutes bâtisses, matériel ou choses appartenant à la compagnie ;

Développer, disposer, améliorer et en aucune autre manière faire le commerce avec sa propre propriété immobilière ou autres, y compris la division d'icelles en lots à bâtir, rues, carrés, ruelles ou autrement, et sur telles propriétés, faire, construire, bâtir et maintenir des chemins, ponts et autres voies de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, moulins, manufactures et toutes autres constructions nécessaires ou utiles pour l'occupation, emploi ou amélioration de toute telle propriété ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie, et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et prendre et tenir des hypothèques, obligations, baux et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou à toutes autres personnes ;

Engendrer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et employer la vapeur, le gaz, l'air comprimé et l'électricité, les vendre ou en disposer autrement, et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir aux occupants de toutes bâtisses possédées ou mises en opération par la compagnie, ou à toutes autres personnes, sociétés ou corporations, pourvu que les pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, lorsqu'ils seront exercés sur les terres de la compagnie, soient sujets aux lois locales et municipales à cette fin ;

Acquérir par achat, bail, échange ou par tout autre titre légal, et posséder, aliéner, soit seule ou conjointement avec autres, toutes ou aucune partie des affaires, biens, actifs, franchises, clientèle, droits et privilèges, en disposer ou en faire le commerce autrement, avec ou sans se charger des obligations de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant toutes affaires ou entreprises semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété ou intérêts ou droits en icelle convenables pour les fins de cette compagnie, et acheter ou acquérir autrement aucune ou toutes les actions, débetures ou autres garanties de la dite corporation, et payer pour tous droits et objets acquis, en tout ou en partie en argent, en tout ou en partie en actions, obligations ou débetures, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie ou autrement ;

Faire toutes affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou calculées pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Demander, enregistrer, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, patentes d'invention, licences, concessions et autres semblables,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of August, 1912, incorporating Messrs. Henri Roberge, J. L. Demers and Joseph Demers, merchants, J. S. O'Meara, manufacturer, of the city of Thetford Mines, in the county of Mégantic, province of Quebec, and Honorable J. Eugène Roberge, of Lambton, in the county of Frontenac, said province, merchant, and a member of the Legislative Council of the province of Quebec, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, sell, lease, sublet or otherwise dispose of or turn to account real estate, lands, buildings, tenements and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect the insurance against loss by fire or otherwise of any buildings, plants or things owned by the company ;

To develop, lay out, improve and in any other way deal with its own or other immovable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise, and upon such properties to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communication, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories, and all other construction necessary to or expedient for the occupation, use, or improvement of any such property ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by way of loans to purchasers of lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or any other persons ;

To generate, manufacture, produce, accumulate, purchase and use steam, gas, compressed air and electricity, and to sell or otherwise dispose of any supply the same for light, heat and power purposes to the occupants of any buildings owned or operated by the company, or to any other persons, firms or corporations, provided that the powers hereby conferred on the company shall, when exercised, be on the lands of the company, and be subject to local and municipal regulations in that behalf ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or by any other legal title, and to hold, alienate dispose of or otherwise deal with either, solely or jointly with others, the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges, with or without assuming the liabilities of any persons, firms or corporations carrying on any business or undertaking similar to that which this company is authorized to carry on or possessed of, or interested in property or rights suitable for the purposes of this company, and to purchased or otherwise acquire any or all of the shares, debentures, or other securities of said corporation, and to pay for any rights and things acquired wholly or partly in cash, wholly or partly in shares, bonds or debentures, or by the issuing of shares of the company's capital stock as fully paid up and non-assessable or otherwise ;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, register, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents or invention, licenses, concessions, and the like conferring any

conférant le pouvoir de se servir d'aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité qui peut paraître capable d'être employé pour aucune des fins de la compagnie, et de les payer en obligations, débetures ou autres garanties ou actifs de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel de son capital actions ou autrement, et employer, exercer, développer, octroyer des licences et ayant rapport ou autrement mettre à profit tous biens, droits ou concessions ainsi acquis ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Payer pour tous biens, droits ou objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne, société ou corporation pour services rendus à la compagnie, antérieurs ou subséquents à son incorporation et organisation ou autrement, en obligations, débetures ou autres garanties ou actifs de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions ou autrement ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement les actions, obligations ou autres garanties ou actifs de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de la compagnie, et les payer en obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel de son capital action ou autrement, et durant la possession et jouissance d'aucune telles garanties ainsi acquises, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété d'icelles, y compris les pouvoirs de voter ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire toutes affaires semblables à celles de cette compagnie ou dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement avec toute autorité ou gouvernement, municipal, local ou autrement qui peut paraître utile aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux ;

Entrer en aucune amalgamation, société ou arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle compagnie, garantir ses contrats ou l'aider autrement ;

Vendre tous ou aucune partie des biens, actifs ou entreprise de la compagnie comme une affaire en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier en tout ou en partie en argent, actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Distribuer en espèce ou autrement, suivant qu'il sera déterminé, tous les actifs de la compagnie parmi ses actionnaires, et en particulier les actions obligations et débetures de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou que cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour la mise en opération des objets de la compagnie ;

Faire aucune des susdites choses comme patrons, agents ou entrepreneurs, fidéicommissaires ou autrement, et par ou l'intermédiaire de fidéicommissaires ou agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ci-dessus ne seront en aucune manière limités ou restreints par rapport à ou déduction de tout autre paragraphe, sous le nom de "Thetford Land Company", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres

exclusive or non-exclusive or limited right to use which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and to pay for the same in bonds, debentures, or other securities or assets of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non-assessable or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any property, rights or concessions so acquired ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To pay for any property, right or things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services rendered to the company previous or subsequent to its incorporation and organisation or otherwise in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by the issue of shares of capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on a business similar to that of the company, and to pay for the same in bonds, debentures or other securities of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise, and while holding or enjoying any such securities thus acquired to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting powers ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on any business similar to that of this company or for the purpose of acquiring all or any of the property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To enter to any amalgamation, partnership or arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such company ;

To sell or otherwise dispose of in whole or in part any of the property, assets or undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part in cash, fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company amongst its shareholders, and particularly the shares, bonds, and debentures of any other company belonging to this company or which this company may have the power to dispose of ;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the company's objects or for the carrying out of the company's purposes ;

To do any of the above things as principals, agents or contractors, trustees or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

The powers of each paragraph herein are in no way to be limited or restricted by means of reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Thetford Land Company", with a capital stock of ninety nine thousand dol-

tres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1912.

C. J. SIMARD,
3567.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1912, constituant en corporation MM. Louis Adélar Dubois, industriel, Onésime Martel, industriel, Joseph Saulnier, forgeron, Luc Tremblay et Dérilla Villeneuve, cultivateurs, d'Hébertville, Lac Saint-Jean, dans les buts suivants :

Construire, détenir, développer, vendre, louer, engager, échanger, améliorer ou autrement disposer des biens-fonds et des moulins à scie et farine et tout intérêt et droits s'y rattachant ;

Continuer l'exploitation des moulins à scie et à farine déjà exploités par les requérants ;

Exercer toute industrie manufacturière ou non qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telles autres industries ;

Faire le commerce de bois de construction de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie Industrielle d'Hébertville", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville village, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août 1912.

C. J. SIMARD,
3655.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance "The Liverpool Manitoba Assurance Coy.", de Montréal, P. Q., a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre le feu, le et après le 1er octobre 1912.

Le nom de l'agent en chef pour la province, est M. J. Gardner Thompson, 112, rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour d'août 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 3557-2

Québec, 27 août 1912,

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par Charles-Arthur Gauvreau, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Fraserville, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu son père, Louis Narcisse Gauvreau, en son vivant notaire public, pratiquant à l'Isle-Verte, dans le district susdit. 3499.3

Québec, 15 août 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions des articles 4651 et suivants des S. R. P. Q., 1909, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Gaudiose Guérard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Hébertville Station, comté du Lac Saint-Jean, district de

lars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, shall be at Thetford Mines, on the district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1912.

C. J. SIMARD,
3568 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of August, 1912, incorporating Messrs. Louis Adélar Dubois, manufacturer, Onésime Martel, manufacturer, Joseph Saulnier, blacksmith, Luc Tremblay and Dérilla Villeneuve, farmers, of Hébertville, Lake Saint John, for the following purposes :

To construct, hold, develop, sell, lease, pledge, exchange, improve or otherwise dispose of real estate, saw and flour mills and any interest and rights connected therewith ;

To continue the operation of the saw and flour mills already carried on by the petitioners ;

To carry on any business manufacturing or otherwise that may be carried on jointly with the business of the company or of a nature to increase the property of the company or render it more profitable, with all the powers necessary for the exercise of such other industries ;

To carry on the lumber business of all kinds under the name of "La Compagnie Industrielle d'Hébertville", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Hébertville village, district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of August, 1912.

C. J. SIMARD,
3656 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Liverpool Manitoba Assurance Company", of Montreal, P. Q., has been registered to transact in this province the business of fire insurance on and after the 1st of October, 1912.

The name of the chief agent for the province, is Mr. J. Gardner Thompson, 112, Saint-James street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-eighth day of August, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 3558

Québec, 27 August, 1912.

Notice is hereby given that, in conformity with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Québec, by Charles Arthur Gauvreau, esquire, notary public, residing and practising of Fraserville, county of Témiscouata, district of Kamouraska, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of his late father, Louis Narcisse Gauvreau, in his lifetime notary public, practising at l'Isle Verte, in the aforesaid district. 3500

Québec, 15th August, 1912.

Notice is hereby given that, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Gaudiose Guérard, notary public, residing and practising at Hébertville Station, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of

Chicoutimi, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Michaud, en son vivant notaire public, pratiquant à Hébertville, dans le district susdit. 3387.5

the late Napoleon Michaud, in his lifetime notary public, practising at Hébertville, in the aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code, articles 4651 et seq. R. S. P. Q., 3388

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relatifs aux avis de Bill Privés

Relating to notices for Private Bills.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file

des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 copies en français, et one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer u comptable de la Chambre une somme de \$200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n a pas été déposé entre se mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont a matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publiés sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la péti-

the private bill office two hundred and fifty addi en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clrk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a n of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition

lon et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexées.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les itinéraires, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Commission Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et recevoir le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

3571

Greffier de l'Assemblée Législative.

this Rule shall be re-cast by the promoter reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

3572

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

REGLEMENT

Pour changer le siège principal de "The Standard Cement Company, Limited" aux fins de la transporter de Black Lake, comté de Mégantic, à Chambord, comté du Lac Saint-Jean.

Attendu que le siège principal de la compagnie est à Black Lake, dans la province de Québec ;

Attendu qu'il a été trouvé urgent que le siège principal soit transporté à Chambord, comté du Lac Saint-Jean, dans la province de Québec ;

A cette fin, les actionnaires de la compagnie réunis en assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et représentant ici la presque totalité du capital action de la compagnie, décrète par règlement, ce qui suit :

Que la principale place d'affaires de "The Standard Cement Company, Limited" soit et est par les présentes transporté de Black Lake, comté de Mégantic, province de Québec, à Chambord, comté du Lac Saint-Jean et province susdite. Adopté à l'unanimité.

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de "The Standard Cement Company, Limited" certifie que le document ci-haut est une copie véritable d'un règlement adopté par plus que les deux tiers des

Miscellaneous Notices

BY-LAW

To change the chief place of business of "The Standard Cement Company Limited", so as to transfer it from Black Lake, county of Megantic, to Chambord, county of Lake Saint John.

Whereas the chief place of business of the company is at Black Lake, in the province of Quebec ;

Whereas it has been found expedient that the chief place of business be transferred to Chambord, county of Lake Saint John, in the province of Quebec ;

Therefore, the shareholders of the company assembled at a special general meeting convened for such purpose and here representing the almost entire capital stock of the company, enact by by-law the following :

That the chief place of business of "The Standard Cement Company Limited", be and is hereby transferred from Black Lake, county of Megantic, province of Quebec, to Chambord, county of Lake Saint John and province aforesaid. Adopted unanimously.

I, the undersigned, secretary treasurer of "The Standard Cement Company, Limited", certified that the hereabove document is a true copy of a by-law adopted by more than the two thirds of the

actionnaires de la dite compagnie, réunis en assemblée générale spéciale dûment convoquée aux fins du dit règlement et présents à la dite assemblée, tenue à Black Lake, le 19 août 1912.

3691 **THS. LOUIS BERGERON,**
Secrétaire-trésorier.

Dame Marie Cournoyer, épouse commune en biens de Roch Parenteau, menuisier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Roch Parenteau, du même lieu, Défendeur. La demanderesse a, ce jour, institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

L. J. LANDRY,
Avocat.
Montréal, 29 août 1912. 3563.2

Province de Québec, district d'Iberville.—Cour supérieure.—Dame Délia Bertrand, de la ville de Saint-Jean, dit district, épouse de Jean-Baptiste Masseau, menuisier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.—P. A. Chassé, procureur de la demanderesse.—Saint-Jean, 5 septembre 1912. 3625.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8906.

Dame Elodie Saurette, du village de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Pepin, maçon, du même lieu, et dûment autorisée en justice,
Demanderesse;

vs
Le dit Jean Baptiste Pepin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été institué ce jour.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 29 juin 1912. 3505.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 168.

Dame Demerise Binette, épouse de Fortunat C. Dion, cultivateur, du township de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

HECTOR VERRET,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 19 juillet 1912. 3413.4

Cour Supérieure, Beauce.—No 740.—Dame Elize Quirion, épouse commune en biens de Pierre Dallaire, marchand, de Saint-Gédéon, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Pierre Dallaire, de Saint-Gédéon, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 juillet 1912.—Saint-Joseph, Beauce, 19 août 1912.

3421.4 **REMI BOLDDUC,**
Procureur de la Défenderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2045.

Dame Alexandrine Clément, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens d'Alphonse Laplante, du même lieu, entrepreneur,
Demanderesse;

vs
Alphonse Laplante, de la dite ville de Lachine,
Défendeur.

La demanderesse a été autorisée, ce jour, à prendre une action en séparation de biens contre son mari, le défendeur en cette cause.

HENRY TUCKER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 août 1912. 3459.4

shareholders of the said company, assembled at a special general meeting duly convened for the purposes of the said by-law and present at the said meeting, held at Black Lake, on the 19th of August, 1912.

3692 **THS. LOUIS BERGERON,**
Secretary treasurer.

Dame Marie Cournoyer, wife common as to property of Roch Parenteau, joiner, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Roch Parenteau, of the same place, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

L. J. LANDRY,
Advocate.
Montreal, 29th August, 1912. 3564

Province of Quebec, district of Iberville. Superior Court.—Dame Délia Bertrand, of the town of Saint Johns, said district, wife of Jean-Baptiste Masseau, of the same place, joiner, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.—P. A. Chassé, attorney for plaintiff.—Saint Johns, 5th September, 1912. 3626

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8906.

Dame Elodie Saurette, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife common as to property of Jean Baptiste Pepin, of the same place, stonemason, and duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff;

vs
The said Jean Baptiste Pepin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 29th June, 1912. 3506

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 168:

Dame Demerise Binette, wife of Fortunat C. Dion, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action in separation as to property against her said husband.

HECTOR VERRET,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 19th July, 1912. 3414

Superior Court, Beauce.—No. 740.—Dame Elize Quirion, wife common as to property of Pierre Dallaire, merchant, of Saint-Gédéon, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs the said Pierre Dallaire, of Saint Gédéon, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this case, the 2nd day of July, 1912.—Saint Joseph, Beauce, 19th August, 1912.

3422 **REMI BOLDDUC,**
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2045.

Dame Alexandrine Clément, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Laplante, of the same place, contractor,
Plaintiff;

vs
Alphonse Laplante, of the said town of Lachine,
Defendant.

The plaintiff has been authorized, this day, to take an action for separation as to property from her husband the defendant herein.

HENRY TUCKER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st August, 1912. 3460

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1229.
 Dame Adora Corbeil, épouse commune en biens
 d'Arsène Legault, manufacturier, de la ville
 d'Outremont, dans le district de Montréal, dû-
 ment autorisée à ester en justice.
 Demanderesse ;
 vs
 Arsène Legault, manufacturier, des cité et district
 de Montréal, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le 16e jour d'août 1912.
 GROTHÉ & SYLVESTRE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 17 août 1912. 3433-4

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
 No 3923.
 Dame Cédulie Blackburn, de Chicoutimi, épouse
 commune en biens de Aimé Boily, commerçant,
 du même lieu, et dûment autorisée aux fins des
 présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Aimé Boily, Défendeur.
 La demanderesse a institué, le 5 août, une ac-
 tion en séparation de corps et de biens contre son
 mari.
 ELZEAR LEVESQUE,
 Procureur de la demanderesse.
 Chicoutimi, 9 août 1912. 3343.5

Province de Québec.—District de Saint-François,
 No 201.—Dans la Cour Supérieure.—Dame Clara
 Robert, épouse de Euclide Favreau, cultivateur, du
 canton d'Auckland, district de Saint-François,
 dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs le dit Euclide Favreau, Défendeur. Une action
 en séparation de biens a été instituée en cette cause
 le 5 août 1912. Sherbrooke, 13 août 1912. J.
 NICOL, procureur de la demanderesse. 3339.5

Province de Québec.—District de Saint-François.
 No 195.—Dans la cour supérieure.—Dame Doro-
 thée Fréchette, épouse de François Therrien, cultiva-
 teur, du canton d'Orford, district de Saint-Fran-
 çois, dûment autorisée à ester en justice, Deman-
 deresse ; vs le dit François Therrien, Défendeur.—
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le troisième jour d'août 1912. Sher-
 brooke, 13 août 1912.—J. NICOL, procureur de la
 demanderesse. 3337.5

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que, le 3 septem-
 bre 1912, le soussigné a été nommé, par une ordon-
 nance de la cour, curateur aux biens du dit Oswald
 Bisson.
 Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites entre mes mains dans les trente jours de cet
 avis, si elles n'ont pas déjà été produites.
 J. E. COUTURE.
 200, rue Principale, Hull. 3665

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re La Compagnie de Conserves de Saint-Isidore,
 En liquidation.
 Avis est donné que, le 22 août 1912, par ordon-
 nance de la cour, j'ai été nommé liquidateur aux
 biens de la dite compagnie.
 L. J. CARTIER,
 Liquidateur.
 26, Saint Jacques, Montreal. 3667

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1229.
 Dame Adora Corbeil, wife common as to property
 of Arsene Legault, manufacturer, of the city of
 Outremont, in the district of Montreal, and duly
 authorized by the court, as to these presents,
 Plaintiff ;
 vs
 Arsene Legault, manufacturer, of the city and dis-
 trict of Montreal, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, the 16th day of August,
 1912.
 GROTHÉ & SYLVESTRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 17th August, 1912. 3434

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 No 3923.
 Dame Cédulie Blackburn, of Chicoutimi, wife com-
 mon as to property of Aimé Boily, merchant, of
 the same place, Plaintiff ;
 vs
 The said Aimé Boily, Defendant.
 The plaintiff has instituted an action for separa-
 tion as to property and from bed and board against
 her said husband.
 ELZEAR LEVESQUE,
 Attorney for the plaintiff.
 Chicoutimi, 9th August, 1912. 3344

Province of Quebec.—District of Saint Francis,
 No. 201.—In the superior court.—Dame Clara
 Robert, wife of Euclide Favreau, farmer, of the
 township of Auckland, district of Saint Francis,
 duly authorized to " ester en justice ", Plaintiff ; vs
 the said Euclide Favreau, Defendant. An action
 for separation as to property has been instituted in
 this cause, on the fifth of August, 1912. Sherbrooke,
 13th August, 1912. J. NICOL, attorney for plain-
 tiff. 3340

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
 —No. 195.—In the superior court.—Dame Doro-
 thée Fréchette, wife of François Therrien, farmer,
 of the township of Orford, district of Saint Francis,
 duly authorized " à ester en justice ", Plaintiff ;
 vs the said François Therrien, Defendant.—An
 action for separation as to property has been
 instituted, on the third of August, 1912. Sher-
 brooke, 13th August, 1912.—J. NICOL, attorney
 for plaintiff. 3338

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that, on the 3rd Septem-
 ber, 1912, I have been appointed, by order of the
 court, curator to the estate of Oswald Bisson.
 Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this notice, if not yet filed.
 J. E. COUTURE.
 200, Main street, Hull. 3666

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re La Compagnie de Conserves de Saint-Isidore,
 In liquidation.
 Notice is hereby given that, on the 22nd day of
 August, 1912, by an order of the court, I was ap-
 pointed liquidator to the property of the said Saint
 Isidore Canning Co.
 L. J. CARTIER,
 Liquidator.
 26, Saint James, Montreal. 3668

Province de Québec, }
 District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Henri Vermesch, commerçant, de
 Windsor, dans le district de Saint François,
 Débiteur insolvable ;

et
 Jean-Baptiste Plamondon, cultivateur, du même
 lieu, Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le dit débi-
 teur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses
 biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau
 du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke,
 pour le district de Saint François.

J. B. PLAMONDON,
 Gardien provisoire.

Sherbrooke, 5 septembre 1912. 3689

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 175.

Dans l'affaire de Godfroi J. Latremouille de
 Brownsburg, Que., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 7 de sep-
 tembre 1912, par un jugement de la cour, nous
 avons été nommés curateurs conjoints aux biens du
 failli ci-haut nommé, qui a fait un abandon judi-
 ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
 ciers.

Les réclamations assermentées devront être
 filées entre nos mains dans trente jours.

WILLIAM H. FISHER,
 JOSEPH DESAUTELES,
 Curateurs conjoints.

Chambre 415, Edifice Dominion Express,
 145, rue Saint Jacques, Montréal.
 Montréal, 9 septembre 1912. 3687

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Aronson & Rutenburg, de Mont-
 réal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 26e jour
 d'août 1912, nous avons été nommés curateurs con-
 joints aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire, asser-
 mentées, dans les 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
 Montréal, 6 septembre 1912. 3683

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re "The Royal Importing & Mfg Co." Mon-
 tréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 27e jour
 d'août 1912, nous avons été nommés curateurs con-
 joints aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la
 dite faillite sont requises de les produire, sous ser-
 ment, dans les trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
 HENRI DESROSIERS,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
 Comptables et liquidateurs,
 Ch. 24-55, rue Saint-François Xavier.
 Montréal, 9 septembre 1912. 3685

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 159.

Dans l'affaire de Samuel Callard, Montréal,
 Failli.

Avis est donné que le 9 septembre 1912, le dit
 failli a déposé son bilan au greffe de la cour supé-
 rieure, du district de Montréal, tel que pourvu par
 la loi.

ALEX. BREMNER,
 Gardien provisoire,

Par Vinet & Dufresne,
 99, rue Saint-Jacques, Montréal.
 14 septembre 1912. 3693

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of Henri Vermesch, trader, of Wind-
 sor, in the district of Saint Francis,
 Insolvent debtor ;

and
 Jean Baptiste Plamondon, farmer, of the same
 place, Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has,
 this day, made a judicial abandonment of his pro-
 perty for the benefit of his creditors, at the office
 of the prothonotary of the superior court, at Sher-
 brooke, for the district of Saint Francis.

J. B. PLAMONDON,
 Provisional guardian.

Sherbrooke, 5th September, 1912. 3690

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 175.

In the matter of Godfroi J. Latremouille, of
 Brownsburg, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th of
 September, 1912, by a judgment of the court, we
 have been appointed joint curators to the estate of
 the above named insolvent, who has made a
 judicial abandonment of his property for the
 benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within
 thirty days.

WILLIAM H. FISHER,
 JOSEPH DESAUTELES,
 Joint curators.

Room 415, Dominion Express Bldg.,
 145, Saint James street, Montreal.
 Montreal, 9th September, 1912. 3688

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Aronson & Rutenburg, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of
 August last, we were appointed joint curators to the
 estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent
 are requested to file same, duly attested under
 oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
 Joint curators.

Office of Wilks and Burnett,
 Montreal, 6th September, 1912. 3684

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*

In re "The Royal Importing & Mfg. Co.", Mon-
 tréal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 27th day of
 August, 1912, we were appointed joint curators to
 the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent
 are requested to file same, duly attested under
 oath, within thirty days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
 HENRI DESROSIERS,
 Joint curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
 Accountants and liquidators,
 Room 24-55, Saint François Xavier street.
 Montreal, 9th September, 1912. 3686

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 159.

In the matter of Samuel Callard, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th Septem-
 ber, 1912, the said insolvent has filed his state-
 ment in the prothonotary's office, of the district of
 Montreal, as provided by-law.

ALEX. BREMNER,
 Provisional guardian.

Per Vinet & Dufresne,
 99, Saint James street, Montreal,
 14th September, 1912. 3694

Province of Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Benjamin Wholk, Montréal, P. Q.,
Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 6ième jour de septembre 1912, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite. Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408 Edifice "Power".
Montréal 11 septembre 1912. 3711

District de Beauce.

Dans l'affaire de François Bolduc, Beauceville,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er octobre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 septembre 1912. 3707

District de Saint-François.

In re J. F. Bilodeau, Asbestos, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er octobre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 septembre 1912. 3705

District de Rimouski.

Aboussafy & Cie, Sayabec, comté Rimouski, marchands, ont, le 7 septembre 1912, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 septembre 1912. 3703

District de Montréal.

Dans l'affaire de Albert Cadieux, quincaillier, de Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le ci-dessus nommé a, le 9e jour de septembre 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dit district, conformément à la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub.-gardien provisoire.

Bureau de Prevost et Bédard,
112, rue Saint Jacques.
Montréal, 11 septembre 1912. 3709

Province of Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Nap. Marinier, Labelle, P. Q.,
Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 3e jour d'Octobre 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 septembre 1912. 3733

Province of Québec,
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Benjamin Wholk, Montreal, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th day of September, 1912, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 11th September, 1912. 3712

District of Beauce.

In the matter of François Bolduc, Beauceville,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st October, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th September, 1912. 3708

District of Saint Francis.

In re J. F. Bilodeau, Asbestos, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st October, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th September, 1912. 3706

District of Rimouski.

Aboussafy & Co., Sayabec, Rimouski county, merchants, have, on the 7th of September, 1912, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th September, 1912. 3704

District of Montreal.

In the matter of Albert Cadieux, hardware merchant, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, on the 9th day of September, 1912, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the prothonotary's office, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub.-provisional guardian.

Office of Prevost & Bédard,
112, Saint Jacques street.
Montreal, 11th September, 1912. 3710

Province of Québec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Nap. Marinier, Labelle, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on and after the 3rd day of October, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 11th September, 1912. 3734

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
" Ames Holden McCready Company, "
Demanderesse ;

vs

Allan B. Blue, Capelton, Qué.,
Défendeur et insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au trentième jour de septembre 1912, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, P. Q.
JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.
Sherbrooke, Qué., 12 septembre 1912. 3713

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Potvin & Pérodeau, bouchers et épiciers, Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné que, le 3e jour de septembre 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.
Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.
NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec"
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 10 septembre 1912. 3729

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Milton Mayer, Demandeur ;
et
Dame Joséphine Longpré, "Medical Supply Co.",
Demanderesse.
Avis est par les présentes donné que le 9e jour de septembre courant, j'ai été, par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens de la susdite.
Les réclamations devront être produites à mon bureau, dans les 30 jours de cette date.
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 septembre 1912. 3731

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de S. F. McKinnon et Compagnie, limitée, corps politique dûment incorporé ayant son principal bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal,
Requérant cession ;

vs

Dame Angéline Trottier, ci-devant modiste, des cité et district de Montréal, et maintenant de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Ulric Chapdelaine, industriel, de la dite ville de Nicolet, et le dit Ulric Chapdelaine à l'effet d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,
Débitante cédante.
Avis est par le présent donné que la dite débitrice a fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la dite cour supérieure, dans le district de Trois-Rivières, en la cité de Trois-Rivières.

J. O. COURCHESNE,
Gardien provisoire.
Trois-Rivières, 9 septembre 1912. 3735

District de Saint-François.

In re E. E. Precourt, de Sherbrooke, Québec,
Failli,
Avis est par le présent donné que le sixième jour de septembre courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens abandonnés du failli

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
" Ames Holden McCready Company, "
Plaintiffs ;

vs

Allan P. Blue, Capelton, Que.,
Defendant and insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the thirtieth day of September, 1912, after which date dividend will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, P. Q.
JOHN J. GRIFFITH,
Curator.
Sherbrooke, Que., 12th September, 1912. 3714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Potvin & Pérodeau, butchers and grocers, Montreal, Insolvents.
Notice is hereby given that, on the 3rd day of September, 1912, by an order of the court, I was appointed curator to the property of the aforesaid, who has made a judicial assignment thereof for the benefit of their creditors.
Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.
NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 10th September, 1912. 3730

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Milton Mayer, Plaintiff ;
and
Dame Josephine Longpré, "Medical Supply Co.",
Defendant.
Notice is hereby given that, on the 9th day of September instant, I was, by order of the court, appoint curator to the property of the aforesaid.
Claims must be filed at my office, within 30 days from this notice.
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 11th September, 1912. 3732

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of S. F. McKinnon & Company, Limited, a body politic duly incorporated with its chief office and place of business in the city and district of Montreal,
Petitioner for assignment ;

vs

Dame Angéline Trottier, heretofore "modiste", of the city and district of Montreal, and now of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, wife separated as to property by marriage contract of Ulric Chapdelaine, manufacturer, of the town of Nicolet, and the said Ulric Chapdelaine to authorize his said wife for the purposes hereof,
Insolvent debtor.
Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of all her property for the benefit of her creditors, at the office of the protonotaire of the superior court, in the district of Three Rivers, in the city of Three Rivers.

J. O. COURCHESNE,
Provisional guardian.
Three Rivers, 9th September, 1912. 3736

District of Saint Francis.

In re E. E. Precourt, of Sherbrooke, Quebec,
Insolvent.
Notice is hereby given on the sixth day of September instant, by order of the court, I have been appointed curator to the abandoned estate of the

susdit. Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans les trente jours.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 10 septembre 1912. 3745

En Liquidation

THE RICHMOND, DRUMMOND & YAMASKA
MUTUAL FIRE INSURANCE CO.,
DERICHMOND, P. Q.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company", ayant son bureau principal à Richmond, P. Q., a décidée de liquider ses affaires volontairement; elle cessera de faire des contrats à partir du trente et unième jour d'août 1912. La compagnie se propose de nommer comme liquidateur M. Jean Taché, gérant d'assurance, No 160, rue Saint-Jacques, cité de Montréal, P. Q., et que la nomination du dit liquidateur sera faite vendredi, le quatrième jour d'octobre 1912, à une assemblée générale et spéciale de ses membres convoqués à cet effet et autres buts, au bureau principal de la dite compagnie, à Richmond, P. Q.

Par ordre du conseil.

3633.2 J. A. BOTHWELL,
Secrétaire.

Résolution

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE
DRUMMONDVILLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, W. A. Moisan, secrétaire-trésorier de la municipalité susdite, que par résolution du conseil de la municipalité susdite passée et adoptée à une séance spéciale tenue le 1er août 1912, il a été décidé et résolu de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que cette corporation soit désormais régie par la loi intitulée: "Loi des Cités et Villes," savoir par les articles 5256 et suivants des S. R. P. Q., 1909.

Qu'à ces fins la corporation de la ville de Drummondville abandonne sa charte (51-52 Vict., tel qu'amendée, 54 Vict.), pour être à l'avenir régie par la loi ci-dessus citée.

Le nom de la municipalité sera :

(a) "La Corporation de la Ville de Drummondville".

Les limites de la dite municipalité seront les suivantes :

(b) Les limites de la dite municipalité seront les mêmes que celles de la municipalité de la ville de Drummondville actuelle, savoir :

La dite municipalité sera bornée au nord-ouest par les cantons de Grantham et de Wendover; au nord-est par les cantons de Wendover et de Simpson; au sud-est par les cantons de Simpson et de Wickham; au sud-ouest par le canton de Grantham, et comprendra les lots Nos 1 à 185, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier nord de la ville de Drummondville; les lots Nos 1 à 609, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la ville de Drummondville; les lots Nos 1 à 70, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la ville de

above named insolvent. The creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office within thirty days.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 10th September, 1912. 3746

In Liquidation

THE RICHMOND, DRUMMOND & YAMASKA
MUTUAL FIRE INSURANCE CO.,
RICHMOND, P. Q.

Notice is hereby given that the Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company having its head office in Richmond, P. Q., has decided to go into voluntary liquidation; that the company shall cease to take contracts from 31st August, 1912; that the company proposes to appoint as liquidator, Mr Jean Taché, insurance manager, of 160, St. James Street, Montreal, P. Q., and that the appointment of the liquidator shall be made on Friday, the fourth day of October, 1912, at a general special meeting of the members of the company called for that and other purposes, and to be held at the head office of the company, in Richmond, P. Q.

By order of the Board,

3634 J. A. BOTHWELL,
Secretary.

Resolution

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
DRUMMONDVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, W. A. Moisan, secretary-treasurer of the municipality aforesaid, that by resolution of the council of said municipality adopted and passed at a special meeting held on the 1st August, 1912, it was decided and resolved to demand of the Lieutenant Governor in Council, that this corporation be henceforth governed by the "Cities and Towns Act", to wit by articles 5256 et seq. R. S. P. Q., 1909.

That for that purpose the town of Drummondville abandons its charter (51-52 Vic., as amended by 54 Vic.), to be henceforward governed by the above mentioned act.

The name of the municipality shall be :

(a) "The Corporation of the town of Drummondville".

The limits of the municipality shall be the following :

(b) The limits of the said municipality shall be the same as those of the present municipality of the town of Drummondville, to wit :

The said municipality shall be bounded on the north-west by the townships of Grantham and of Wendover; on the north-east by the townships of Wendover and of Simpson; on the south-east by the townships of Simpson and of Wickham; on the south-west by the township of Grantham, and comprises the lots Nos. 1 to 185, inclusively, on the official plan and book of reference of the north ward of the town of Drummondville; the lots Nos. 1 to 609, inclusively, on the official plan and book of reference of the east ward of the town of Drummondville; the lots Nos. 1 to 70, inclusively, on the

Drummondville ; les lots Nos 1 à 263, inclusivement, au plan et livre de ravois officiels du quartier de la ville de Drummondville.

(c) Que le chiffre de la population tel qu'établi par MM. Chas. Manseau et C. H. Lalonde, recenseurs nommés à cet effet est de 2,052 âmes.

(d) Que la dite municipalité sera érigée en ville sous l'empire de la loi des cités et villes.

Donné à Drummondville, ce 14e jour d'août 1912.

La corporation de la ville de Drummondville,
par W. A. MOISAN,
Sec. Trés.
C. H. LALONDE,
Procureur.

3395.2

official plan and book of reference of the west ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 263, inclusively, on the official plan and book of reference of the south ward of the town of Drummondville.

(c) That the population, as established by Messrs. Chas. Manseau and C. H. Lalonde, census takers duly named, is 2,052 souls.

(d) That the said municipality be erected into a town under the operation of "Cities and Towns Act".

Given at Drummondville, this 14th day of August, 1912.

The corporation of the town of Drummondville
by W. A. MOISAN,
Sec.-Treas.
C. H. LALONDE,
Attorney.

3396

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure, siégeant à New-Carlisle.

Canada, }
Province de Québec, }
District de Gaspé, }
Comté de Bonaventure. }
No 2121. }
MONTGOMERY
AND SONS COM-
PANY, LIMITED, Deman-
dresse ; contre les terres
et tenements de JOHN
DODDRIDGE, Défendeur.

Un morceau de terre connu sous le lot de cadastre No 67, dans le premier rang du canton de New-Richmond, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé ; borné en front par le chemin du Roi, au nord par le second rang, à l'est par le lot de cadastre No 71 ou Weedon Doddridge, à l'ouest par les lots de cadastre Nos 65 et 66, maintenant occupés par John Campbell. A être accepté de la propriété ci-haut mentionnée, un morceau de terre maintenant occupé par Andrew McCormick, tel que maintenant enclos et occupé par le dit Andrew McCormick—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges Gardiens de Cascapédia, dans le canton de New Richmond, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New Carlisle, 4 septembre 1912. 3669
[Première publication, 14 septembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New Carlisle.

Canada, }
Province de Québec, }
District de Gaspé, }
Comté de Bonaventure. }
No 2120. }
MONTGOMERY
AND SONS COMPANY,
LIMITED, Demande-
resse ; contre les terres
et tenements de JAMES
WILLET, Défendeur.

La partie est du lot numéro treize, situé dans le premier rang du canton de New Richmond, dans le comté de Bonaventure ; borné en front par le chemin public, vers le nord par John Watson, et au sud par le chemin public, comme faisant partie du lot primitif numéro 13, dans le premier rang du dit canton, et maintenant connu sous les numéros de cadastre numéros 7 et 8 (sept et huit), du dit canton de New Richmond, les dits deux numéros contenant deux acres et demi en superficie—ensemble avec une maison et grange sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Superior Court, sitting at New-Carlisle.

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Gaspé, }
County of Bonaventure. }
No. 2121. }
MONTGOMERY
AND SONS COM-
PANY, LIMITED, Plaintiff;
against the lands and tenement of JOHN DOD-
DRIDGE, Defendant.

A piece of land known as cadastral lot No. 67, in the first range of the township of New-Richmond, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé ; bounded in front by the King's highway, on the north by the second range, on the east by cadastral lot No. 71 or Weedon Doddridge, on the west by cadastral lots Nos. 65 and 66 now occupied by John Campbell. To be excluded from the above mentioned property, a piece of land now occupied by Andrew McCormick, as now fenced in and occupied by the said Andrew McCormick—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saints Anges Gardiens de Cascapédia, in the township of New-Richmond, on THURSDAY the SEVENTEENTH day of OCTOBER, next, 1912 at the hour of TEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New-Carlisle, 4th September, 1912. 3670
[First published, 14th September, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, sitting at New-Carlisle.

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Gaspé, }
County of Bonaventure, }
No. 2120. }
MONTGOMERY
AND SONS COM-
PANY, LIMITED,
Plaintiff ; against the
lands and tenements of
JAMES WILLET, Defendant.

The east part of lot number thirteen, situate in the first range of the township of New-Richmond, in the county of Bonaventure ; bounded in front by the highway, towards the north by John Watson and on the south by the highway, as forming part of the primitive lot number 13, in the first range of the said township, and now known under the cadastral numbers 7 and 8 (seven and eight), of the said township of New-Richmond, the said two numbers containing two and one half acres in superficies—together with a dwelling house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saints

roisse de Saints Anges Gardiens de Cascapedia, dans le canton de New Richmond, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent douze, à DEUX heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New Carlisle, 15 août 1912. 3409.2
[Première publication, 24 août 1912.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint Jean, à savoir : } DAME HERMINE LA-
No 153. } MOUREUX ET VIR,
Demandeurs; contre les terres et tenements de
DAVID FOURNIER, Défendeur.

Une terre située dans la septième concession, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, contenant soixante-dix arpents et quatre-vingt-treize perches en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (No 484)—avec une maison, granges et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 11 septembre 1912. 3717
[Première publication, 14 septembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DU MAIRE.

Canada, } LA VILLE DE SAINT-
Province de Québec, } JEAN, Demanderesse ;
District d'Iberville. } et la succession C. H.
No 22. } BEAUCHEMIN, saisie,

savoir :

Un lot vacant connu et désigné sous la moitié sud du lot numéro trois cent quarante trois (p. No 343), du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, mesurant trente-six pieds de front par cent cinquante-quatre pieds de profondeur, mesure française, et borné à l'ouest par la rue Grant, au sud par le lot No 340, à l'est par le lot No 342, et au nord par la moitié nord du dit lot No 343.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 19 août 1912. 3423.2
[Première publication, 24 août 1912.]

anges Gardiens de Cascapedia, in the township of New-Richmond, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and twelve, at the hour of TWO in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Shérif.
New-Carlisle, 15th August, 1912. 3410
[First published, 24th August, 1912.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } DAME HERMINE LA-
No. 153. } MOUREUX ET VIR,
Plaintiffs; against the lands and tenements of
DAVID FOURNIER, Defendant.

A farm situate in the seventh concession, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing seventy arpents and ninety three perches in superficies, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number four hundred and eighty four (No. 484)—with a house, barns and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Cyprien, on the FIFTEENTH day OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 11th September, 1912. 3718
[First published, 14th September, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MAYOR'S WARRANT.

Canada, } THE TOWN OF SAINT
Province of Québec, } JOHNS, Plaintiff; and
District of Iberville. } the estate C. H. BEAU-
No. 22. } CHEMIN, seized, to wit :

A vacant lot known and designated under the south half of the lot number three hundred and forty three (P. No. 343), of the official cadastre of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, measuring thirty six feet in front, by one hundred and forty four feet in depth, french measure, and bounded to the west by Grand street, to the south by the lot No. 340, to the east by the lot No. 342, and the north by the north half of the said lot No. 343.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 19th August, 1912. 3424
[First published, 24th August, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montreal

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No 2604. } L'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX, Demandeurs ; contre DAME VEUVE G. FOURNIER, de Montréal, Défenderesse.

Deux emplacements ou lots vacants situés dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-dix, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-onze (291-89 et 90), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet ; bornés en front par la rue Bourdages.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 11 septembre 1912. 3721
[Première publication, 14 septembre 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MAITRES LAMOTHE &
No 1033. } M TESSIER, de Montréal, avocats distrayants, dans une certaine cause ou ALPHONSE LAMY, était Demandeur ; et DAME ANGELINA BESSETTE, épouse séparée de biens de Charles Choquette, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs, et René Chenevert, mis en cause.

Saisis comme appartenant au dit Charles Choquette, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° La moitié indivise de trois lots de terre situés en la ville de Montréal-Est, connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit (86, 87 et 88), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le numéro quatre-vingt-dix (90) ; bornés en front par l'avenue Laurendeau—avec bâtisse dessus érigée, et avec droit de passage dans la ruelle attenant aux dits lots.

2° La moitié indivise de deux lots de terre situés en la ville de Montréal-Est, connus et désignés sous les numéros cent onze et cent douze, de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le numéro quatre-vingt-dix ; bornés en front par l'avenue Laurendeau—avec bâtisse dessus érigée, et avec droit de passage dans la ruelle attenant aux dits lots.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 20 août 1912. 3461.2
[Première publication, 24 août 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COMMIS-
No. 2604. } SIONERS FOR THE
SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, Plaintiffs ; against DAME WIDOW G. FOURNIER, of Montreal, Defendant.

Two emplacements or vacant lots situate in Bordeaux's ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers eighty-nine and ninety, of the official subdivision of lot number two hundred and ninety-one (291-89 and 90) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet ; bounded in front by Bourdages street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 11th September, 1912. 3722
[First published, 14th September, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MAITRES LAMOTHE &
No. 1033. } M TESSIER, of Montreal, advocates distraying for costs in a certain cause in which ALPHONSE LAMY, was Plaintiff ; and DAME ANGELINA BESSETTE, wife separated as to property of Charles Choquette, and the latter both personally and to authorize his said wife, were Defendants, and René Chenevert, " mis-en-cause ".

Seized as belonging to the said Charles Choquette, one of the said defendants, the following immovables, to wit :

1. The undivided half of three lots of land situate in the town of Montreal East, known and designated under the numbers eighty six, eighty seven and eighty eight (86, 87 and 88), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, under the number ninety (90) ; bounded in front by Laurendeau Avenue—with building thereon erected and the right of way in a lane adjoining the said lots.

2. The undivided half of two lots of land situate in the town of Montreal East, known and designated under the numbers one hundred and eleven and one hundred and twelve, of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, under the number ninety ; bounded in front by Laurendeau Avenue—with building thereon erected and the right of way in the lane adjoining the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th August, 1912. 3462
[First published, 24th August, 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **C**YRILLE ROBITAILLE ;
No 3098. } vs LES HERITIERS
de feu Edouard Giguère, à savoir :

Le lot No 30 (trente), de la subdivision du lot No 2341 D (deux mille trois cent quarante et un D), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Bernard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$12.00 payable le 1er mai, aux héritiers de feu Tourangeau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Ed. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 12 septembre 1912.

3727

[Première publication, 14 septembre 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**AMES ROURKE ;
No 119. } DAME CLARA ROURKE,
ES-QUALITÉ, à savoir :

Les lots Nos 2436 et 2437 (deux mille quatre cent trente-six et deux mille quatre cent trente sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant une terre située à l'endroit appelé Petite Rivière Saint-Charles "côté nord"—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 12 septembre 1912.

3725

[Première publication, 14 septembre 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **E**MILE GELLEY ET AL ; vs
No 501. } **A**DELARD DESCHENES,
à savoir :

Le résidu du lot No 448 (quatre cent quarante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant une terre située en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, en la concession sud-ouest du Domaine de Saint-Pierre, contenant un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée d'un bout au nord-est par le chemin public, de l'autre bout au sud-ouest par le fief d'Orsainville, du côté sud par la terre de Frédéric Vaillancourt, et du côté nord par une route qui faisait partie de cette terre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, comté de de Québec, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 12 septembre 1912.

3723

[Première publication, 14 septembre 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, to wit : } **C**YRILLE ROBITAILLE ; vs
No. 3098. } THE HEIRS of the late
Edouard Giguère, to wit :

Lot No. 30 (thirty), of the subdivision of lot No. 2341 D (two thousand three hundred and forty one D), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Saint Bernard street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$12.00, payable on the 1st May, to the heirs of the late Tourangeau.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Québec, 12th September, 1912.

3728

[First published, 14th September, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**AMES ROURKE ; contre
No. 119. } DAME CLARA ROURKE,
ES-QUALITÉ, to wit :

Lots Nos. 2436 and 2437 (two thousand four hundred and thirty six and two thousand four hundred and thirty seven) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a land situate at the place called Petite Rivière Saint Charles "north side"—with the building erected thereon, circumstances and dependencies. To be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Québec, on NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 12th September, 1912.

3726

[First published, 14th September, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **E**MILE GELLEY ET AL ; vs
No. 501. } **A**DELARD DESCHENES,
to wit :

The residue of lot No. 448 (four hundred and forty eight), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a land situate in the parish of Notre Dame des Laurentides, in the south west concession of the Domaine de Saint Pierre, containing one arpent in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded on one end to the north east by the public road, on the other and to the south west by the fief d'Orsainville, on the south side by the land of Frédéric Vaillancourt, and on the north side by a road which formed part of the said land—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Laurentides, county of Québec, on the TWENTIEITH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 12th September, 1912.

3724

[First published, 14th September, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A**LEXANDRE LALI-
No 2629. } **B**ERTE ; vs **P**HIL-
GÈNE CARETTE, à savoir :

Le lot No 142 (cent quarante-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Deschailions, étant un emplacement situé au premier rang—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Deschailions, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **ED. BEGIN,**
Québec, 12 septembre 1912. Député shérif. 3749
[Première publication, 14 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **H**ILAIRE LAROCQUE, de la
No 5404. } cité et du district de Mont-
réal, Demandeur ; contre **C**HARLES THIBAUT
et **P**IERRE J. ST. ONGE, tous deux commerçants,
de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu,
faisant affaires ensemble sous le nom de "Thibault
et St. Onge", à Sorel, dans le district de Richelieu,
Défendeurs ; et Régis Vinet et Pierre H. Dufresne,
tous deux comptables, de la cité et du district de
Montréal, Curateurs.

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, et à la profondeur des terrains de Messieurs Albert Thibodeau, père, et Pierre Cardin, étant la partie ouest du lot numéro cinq cent quarante-neuf (pt. ouest du lot No 549), et la partie sud du lot numéro cinq cent quarante-huit (pt. sud du lot No 548), du cadastre officiel de la ville de Sorel ; de la contenance, la susdite partie du lot No 549, de trente-sept pieds et quatre pouces de front sur cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant à la dite rue Augusta, en profondeur au lot No 554, d'un côté à l'autre partie du lot No 549, et de l'autre côté au lot No 548, et la susdite partie du lot No 548, de figure irrégulière et renfermée dans les limites suivantes, savoir : bornée vers le nord par partie du lot No 548 et par le lot No 547, vers le sud par le lot No 562, vers l'est par le lot No 549, et vers l'ouest par le lot No 546—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit au passage mitoyen établi entre l'immeuble ci-dessus désigné et celui ci-après désigné.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, étant une autre partie du lot numéro cinq cent quarante-neuf (pt. lot No 549) du cadastre officiel de la ville de Sorel, de vingt-huit pieds et huit pouces de front sur cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant à la rue Augusta, en profondeur au lot No 554, d'un côté aux lots Nos 550, 551, 552, 553 et à une partie du lot No 549, et de l'autre côté à une autre partie du lot No 549—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit au passage mitoyen ci-dessus mentionné.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le SEIZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **P. GUEVREMONT,**
Sorel, 10 septembre 1912. Shérif. 3719
[Première publication, 14 septembre 1912.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **A**LEXANDRE LALIBERTÉ;
No. 3629. } **A** vs **P**HILOGÈNE CA-
RETTE, to wit :

Lot No. 142 (one hundred and forty two), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschailions, being an emplacement situate in the first range—with building erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Deschailions, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, **ED. BEGIN,**
Quebec, 12th September, 1912. Deputy Sheriff. 3750
[First published, 14th September, 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **H**ILAIRE LAROCQUE, of the
No. 5404. } city and district of Montreal,
Plaintiff ; against **C**HARLES THIBAUT AND
J ST. ONGE, both traders, of the city of Sorel,
in the district of Richelieu, carrying on business
together, under the name of "Thibault & St Onge",
at Sorel, in the district of Richelieu, Defendants ;
and Régis Vinet and Pierre H. Dufresne, both
accountants, of the city and district of Montreal,
Curators.

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, and at the depth of the lands of Messrs. Albert Thibodeau, senior, and Pierre Cardin, being the west part of lot number five hundred and forty nine (west pt. of lot No. 549), and the south part of lot number five hundred and forty eight (south pt. of lot No. 548), of the official cadastre of the town of Sorel ; the aforesaid part of lot No. 549, containing thirty seven feet and four inches in front by one hundred and ninety eight feet in depth, all more or less, adjoining in front the said Augusta street, in depth lot No. 554, on one side the other part of lot No. 549, and on the other side lot No. 548, the aforesaid part of lot No. 548, being of irregular outline and enclosed within the following limits, to wit : bounded on the north by part of lot No. 548 and by the lot No. 547, on the south by the lot No. 562, on the east by the lot No. 549, and on the west by the lot No. 546—with the buildings erected thereon and the right in the mitoyen passage establish between the immovable hereabove designated and that hereinafter designated.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, being another part of lot number five hundred and forty nine (pt. lot No. 549) of the official cadastre of the town of Sorel, of twenty eight feet and eight inches in front by one hundred and ninety eight feet in depth, all more or less, adjoining in front Augusta street, in depth lot No. 554, on one side the lots Nos. 550, 551, 552, 553 and a part of lot No. 549, and on the other side another part of lot No. 549—with the buildings erected thereon and right in the mitoyen passage hereinafter mentioned.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the SIXTEENTH day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, **P. GUEVREMONT,**
Sorel, 10th September, 1912. Sheriff. 3720
[First published, 14th September, 1912.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

Sheriff's Sales—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Malbaie, a savoir : } IVERS WHITNEY ADAMS,
No 471. } Demandeur ; vs KENNETH
GORDON FRASER, employé civil, William John Fraser, agent d'assurance, tous deux de la cité de Québec. Malcom Lewis Fraser, de la cité de Montréal. Cécilia Fraser, Carolina Fraser et Emma Fraser, filles majeures, aussi de la cité de Montréal, Dudley Fraser, de la cité de Winnipeg, Frances Evelyn Newton, épouse séparée de biens de F. W. Pace, du No 388, Wellington Crescent, de la cité de Winnipeg, et le dit F. W. Pace, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Constance Winnifred Newton, épouse séparée de biens de W. A. T. Sweaman, du No 393, Graham avenue, de la cité de Winnipeg, et le dit W. A. T. Sweaman, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Mabel Luge Newton, de Chillanack, Colombie Anglaise, épouse séparée de biens de Walter Gowan, et le dit Walter Gowan, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Walter Silkirk Newton, de Calgary, province d'Alberta, Canada, et Charles Henry Newton, de la cité de Winnipeg, en son nom et en qualité de gardien naturel et légal de ses enfants mineurs, Brinda, Leslie, Mary et Rae, issus de son mariage avec défunte Frances Fraser son épouse, Défendeurs.

1° Les lots C et D du côté nord de la rivière Moisie, dans le township de Moisie, dans le comté de Saguenay, contenant chacun 100 acres, ayant un front sur la dite rivière de 80 chaînes et de 80 chaînons, plus ou moins, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

2° Le lot lettre E sud, du côté sud de la rivière Moisie, dans le township Letellier, comté de Saguenay, le dit lot contenant 100 acres, ayant un front de 80 chaînes et 80 chaînons (links), plus ou moins sur la dite rivière, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

3° Le lot lettre E nord, situé du côté nord de la rivière Moisie, dans le township de Moisie, comté de Saguenay susdit, ayant un front sur la dite rivière de 80 chaînes et 80 chaînons (links), plus ou moins, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

4° Les lots lettres A et B sud, situés du côté sud de la rivière Moisie, dans le township de Letellier, contenant chacun 100 acres, les dits lots ayant un front sur la dite rivière de 80 chaînes et 80 chaînons (links), plus ou moins, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

5° Les lots C et D sud, situés du côté sud de la rivière Moisie, dans le township de Letellier, contenant chacun 100 acres, les dits lots ayant un front sur la dite rivière de 80 chaînes et 80 chaînons, plus ou moins, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

6° Le lot A nord, situé du côté nord de la rivière Moisie, dans le township de Moisie, contenant 100 acres, étant tout le dit lot, et en y incluant la petite pièce (plot), de terrain de 3 chaînes de front sur la dite rivière, par une profondeur de 13 chaînes, et connu sous le nom de Site du Camp Américain.

7° Le lot B nord, situé du côté nord de la rivière Moisie, dans le township de Moisie, contenant 100 acres, le dit lot ayant un front sur la dite rivière Moisie de 80 chaînes et 80 chaînons (links), plus ou moins, par une profondeur moyenne de 13 chaînes.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Malbaie, to wit : } IVERS WHITNEY ADAMS,
No. 471. } Plaintiff ; vs KENNETH
GORDON FRASER, civil employee, William John Fraser, insurance agent, both of the city of Québec, Malcom Lewis Fraser, of the city of Montreal, Cecilia Fraser, Carolina Fraser and Emma Fraser, spinsters, also of the city of Montreal, Dudley Fraser, of the city of Winnipeg, Frances Evelyn Newton, of the city of Winnipeg, wife separated as to property of F. W. Pace, of No. 388, Wellington Crescent, city of Winnipeg, and the said F. W. Pace, in so far as necessary to assist and authorize his said wife, Constance Winnifred Newton, of the said city of Winnipeg, wife separated as to property of W. A. T. Sweaman, of No. 393, Graham avenue, city of Winnipeg aforesaid, and the said W. A. T. Sweaman, in so far as necessary to assist and authorize his said wife Mabel Luge Newton, of Chillanack, British Columbia, wife separated as to property of Walter Gowan, of the said place of Chillanack, and the said Walter Gowan, in so far as the same may be necessary, to assist and authorize his said wife, Walter Selkirk Newton, of Calgary, province of Alberta, Canada, and Charles Henry Newton, of the city of Winnipeg, as well in his own name personally, as in his quality of natural or legal guardian to the following minor children, issue of his marriage with the late Frances Fraser, to wit : Brinda, Leslie, Mary and Rae, Defendants.

1. The lots C and D, on the north side of the Moisie river, in the township Moisie, in the county of Saguenay, each containing 100 acres, fronting on the said river of 80 chains and 80 links, more or less, by an average depth of 13 chains.

2. Lot letter E south, on the south side of the Moisie river, in the township Letellier, county of Saguenay, the said lot containing 100 acres, having a frontage of 80 chains and 80 links, more or less, on the said river, by an average depth of 13 chains.

3. The lot letter E north, situate on the north side of the Moisie river, in the township of Moisie, county of Saguenay aforesaid, having a frontage on the said river of 80 chains and 80 links, more or less, by an average depth of 13 chains.

4. The lot letter A and B south, situate on the south side of the Moisie river, in the township of Letellier, each containing 100 acres, the said lots having a frontage on the said river of 80 chains and 80 links, more or less, by an average depth of 13 chains.

5. The lots C and D south, situate on the south side of the Moisie river, in the township of Letellier, each containing 100 acres, the said lots having a frontage on the said river of 80 chains and 80 links, more or less, by an average depth of 13 chains.

6. The lot A north, situate on the north side of the Moisie river, in the township of Moisie, containing 100 acres, being the whole of the said lot and including the little plot of land of 3 chains in front on the said river by a depth of 13 chains, and known under the name of American Camp Site.

7. The lot B north, situate on the north side of the Moisie river, in the township of Moisie, containing 100 acres, the said lot having a frontage on the said Moisie river of 80 chains and 80 links, more or less, by an average depth of 13 chains.

5 Pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Tadousac, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,
Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 4 septembre 1912. 3695
[Première publication, 14 septembre 1912].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montreal.

Saint-François, à savoir : } LA COMPAGNIE
No 9255. } THE MASSEY HARRIS, LIMITEE, corps politique et incorporé, dûment incorporé, ayant son bureau principal et sa principale place d'affaires à la ville de Westmount, district de Montréal, province de Québec, Demanderesse; contre JOSEPH CROTEAU, de Saint-Adrien, dans le comté de Wolfe, dans la province de Québec, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le sixième rang du canton de Ham, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme suit :

Un emplacement faisant partie du lot numéro neuf-a (p. 9a), du sixième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Ham; borné en front par le chemin public entre les rangs cinq et six, du côté sud-ouest par l'emplacement de M. Hubert Larrivée, de l'autre côté au nord-est par le terrain de M. Amédée Giguère, par une ligne passant au nord-est du puits sur le dit emplacement, en profondeur au sud-est par une ligne passant à la même profondeur que les autres emplacements sur le dit lot neuf-a, donnant une profondeur d'environ un acre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adrien de Ham, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 10 septembre 1912. 3701
[Première publication, 14 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOHN McCLELLAND
District de Terrebonne, } ALIAS McLENNAN,
Sainte-Scholastique. } de Brooks, dans la province d'Alberta, cultivateur, Demandeur; vs GEORGE M. McCLELLAND ALIAS McLENNAN et GILBERT McCLELLAND ALIAS McLENNAN, tous deux du township de Chatham, dans le district de Terrebonne, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé dans le deuxième rang du canton de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre

To be sold as one lot, at the parochial church door of the parish of Tadousac, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 4th September, 1912. 3696
[First published, 14th September, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Saint Francis, to wit : } THE MASSEY HARRIS
No. 9255. } COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal office and chief place of business in the town of Westmount, district of Montreal, province of Quebec, Plaintiff; against JOSEPH CROTEAU, of Saint Adrien, in the county of Wolfe, in the province of Quebec, Defendant.

A piece of land situate in the sixth range of the township of Ham, in the district of Saint Francis, known and designated as follows :

An emplacement forming part of lot number nine a (p. 9 a), of the sixth range of the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Ham; bounded in front by the public road between the ranges five and six, on the south west by the emplacement of M. Hubert Larrivée, on the other side to the north east by the land of M. Amédée Giguère, by a line passing on the north east of the well on the said emplacement, in depth on the south east by a line passing at the same depth as the other emplacements on the said lot nine-a, giving a depth of about one acre, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adrien de Ham, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 10th September, 1912. 3702
[First published, 14th September, 1912.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JOHN McCLELLAND
District of Terrebonne, } ALIAS McLENNAN,
Sainte Scholastique. } of Brooks, in the province of Alberta, farmer, Plaintiff; vs GEORGE McCLELLAND ALIAS McLENNAN and GILBERT McCLELLAND ALIAS McLENNAN, both of the township of Chatham, in the district of Terrebonne, Defendants.

A lot of land being and situate in the second range of the township of Chatham, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and desi-

de renvoi officiels comme étant la partie sud du numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483); borné au sud par le premier rang, au nord par la propriété de J.-Bte Morrisette, à l'est par le No 484—avec les bâtisses y érigées et en la possession de George McClelland *alias* McLennan et Gilbert McClelland *alias* McLennan.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Philippe d'Argenteuil, dans le dit township de Chatham, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 9 septembre 1912. 3699
[Première publication, 14 septembre 1912.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour d'août 1912, de nommer M. Louis Talbot, avocat, de Fraserville, recorder de la cité de Fraserville.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-septième jour d'août 1912, de nommer M. Amédée Geoffrion, avocat et conseil du Roi, de la ville de Longueuil, recorder, de la cité de Montréal. 3741

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du sixième jour de septembre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Pontiac, MM. Ferdinand Lafleur, entrepreneur, Maurice Benard, marchand général, Arthur A. Drouin, maître de poste et marchand, David Goure, marchand, de Amos (B. P. Harricana, Témiscamingue, Via Cochrane).

District de Joliette.—MM. Azarie Boucher et Joseph Barolet, médecins, Charles Bernard, médecins, de Joliette.

District de Bedford.—MM. Nathaniel N. Miller, cultivateur, de Brome Centre, Hiram William, cultivateur, (B. P. Foster), comté de Brome. 3739

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Pierre *alias* Pitre Gaudreau, marchand, de Saint-Bruno, Henri Gagnon, marchand, de Saint-Gédéon, J. E. Ludger Fortin, commis-marchand, de Saint-Bruno, Adélar Gagnon, marchand, de Hébertville Station, et Dame Amanda Larouche, autorisée par son mari, Pierre *alias* Pitre Gaudreau, de Saint-Bruno, dans les buts suivants :

Faire le commerce de marchandises sèches, provisions, épicerie et ferronneries en général; acquérir, posséder, construire et exploiter un ou des magasins :

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie ;

guated on the official plan and book of reference as being the south part of number four hundred and eighty three (483); bounded on the south by the first range, on the north by the property of J.-Bte Morrisette, on the east by the No. 484—with the buildings erected thereon and in the possession of George McClelland *alias* McLennan and Gilbert McClelland *alias* McLennan.

To be sold at the church door of Saint-Philippe d'Argenteuil, in the said township of Chatham, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ste-Scholastique, 9th September, 1912. 3700
[First published, 14th September, 1912.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth day of August, 1912, to appoint Mr. Louis Talbot, advocate, of Fraserville, recorder of the city of Fraserville.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty seventh day of August, 1912, to appoint Mr. Amédée Geoffrion, advocate and King's Counsel, of the town of Longueuil, recorder of the city of Montreal. 3742

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of September, 1912, to associate to the commission of the peace for the district of Pontiac, Messrs. Ferdinand Lafleur, contractor, Maurice Benard, general merchant, Arthur A. Drouin, postmaster and merchant, David Goure, merchant, of Amos (P. O., Harricana, Témiscamingue via Cochrane).

District of Joliette.—Messrs. Azarie Boucher and Joseph Barolet, physicians, Charles Bernard, physician, of Joliette.

District of Bedford.—Messrs. Nathaniel N. Miller, farmer, of Brome Centre, Hiram William, farmer, (B. P. Foster), county of Brome. 3740

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. Pierre *alias* Pitre Gaudreau, merchant, of Saint-Bruno, Henri Gagnon, merchant, of Saint-Gédéon, J. E. Ludger Fortin, merchants' clerk, of Saint-Bruno, Adélar Gagnon, merchant, of Hébertville Station, and Dame Amanda Larouche, authorized by her husband Pierre *alias* Pitre Gaudreau, of Saint-Bruno, for the following purposes :

To carry on the business of and deal in dry goods, provisions, groceries and hardware generally, and acquire, hold, construct and operate one or more stores ;

To acquire by purchase or otherwise and hold immoveables, hypothecate, sell or otherwise alienate same as may be necessary and useful to the company ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie en toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires d'objets en tout ou en partie, semblable à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos, sous le nom de "Gaudreau & Gagnon Limitée", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3751

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6e jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. James A. Brook, agent manufacturier, George Ross, architecte, l'honorable Frederic L. Béique, avocat, Conseil en loi du Roi et un des sénateurs de Sa Majesté pour la Puissance du Canada, Louis J. Béique, avocat, et Frédéric A. Béique, avocat, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Construire ou acheter, maintenir et mettre en opération des remises publiques pour l'emmagasinage de chars moteurs et voitures de toute sorte quelconque, et tous les accessoires y ayant rapport ;

Eriger ou installer, maintenir et mettre en opération des ateliers de construction pour les machines et tous les accessoires y ayant rapport ;

Construire ou acheter, maintenir et mettre en opération des établissements pour la construction des voitures, et tous les accessoires y ayant rapport ;

Construire ou acheter et tenir et vendre le gaz, la gasoline, les chars moteurs mus par l'électricité ou la vapeur, omnibus, wagons, camions de toute sorte quelconque, ou parties d'iceux et fournitures et accessoires y ayant rapport ;

Emmagasiner, acheter, vendre, échanger et faire le commerce, soit comme agent ou en aucune autre manière, de chars moteurs et autres voitures de toute sorte quelconque ou parties d'iceux, et fournitures et accessoires y ayant rapport ;

Louer des chars moteurs ou autres voitures au public pour les fins d'agrément ou d'affaires et en percevoir des péages ;

Faire les réparations de toute sorte quelconque ;

Manufacturer, réparer et vendre des bandages en caoutchouc pour chars moteurs et autres voitures et tous les accessoires y ayant rapport ;

Etablir, maintenir et mettre en opération un service de taxicab ou faire circuler des automobiles pour le transport des passagers et des marchandises, dans aucune partie de la province de Québec, sujet aux règlements locaux et municipaux, et percevoir des péages pour icelui ;

Acheter ou louer des immeubles et ériger ou louer des bâtisses dans aucune partie de la province de Québec, pour tous ou aucun des susdits buts et objets, et les vendre, hypothéquer, louer à toute autre personne ou corporation ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat ou autrement des droits de patente, lettres patentes d'invention, procédés, options et autres tels droits ou privilèges, et en disposer ;

To issue paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any moveables and immoveables, rights or other property acquired by the company under any title ;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem advisable or otherwise dispose of same, or amalgamate with any person, company or corporation carrying on business in goods in whole or in part similar to those of these company, on the terms and conditions that this company may think fit, under the name of "Gaudreau & Gagnon Limitée", with a capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporations will be at Saint Gédéon, Lake Saint John.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3752

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. James A. Brook, manufacturers agent, George A. Ross, architect, the Honourable Frederic L. Beique, advocate, King's Counsel and one of His Majesty's senators for the Dominion of Canada, Louis J. Beique, advocate, and Frederic A. Beique, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To build or purchase, maintain and operate public garage for the storing of motor cars and vehicles of all kinds whatsoever, and all accessories incidental thereto ;

To erect or instal, maintain and operate machine shops and all accessories incidental thereto ;

To build or purchase, maintain and operate carriage building establishments, and all accessories incidental thereto ;

To build or purchase and assemble and sell, gas, gasoline, electric or steam motor cars, busses, trams and trucks of all kinds whatsoever, or parts thereof, and supplies and accessories incidental thereto ;

To store, buy, sell, exchange and deal in either as agent or in any other way, motor cars and other vehicles of all kinds whatsoever or parts thereof, and supplies and accessories incidental thereto ;

To rent motor cars or other vehicles to the public for pleasure or business purposes and collect toll therefor ;

To make repairs of all kinds whatsoever ;

To manufacture, repair and sell, rubber tires for motor cars and other vehicles and all accessories incidental thereto ;

To establish, maintain and operate a taxicab service or run automobiles for the conveyance of passengers and goods, within any part of the province of Quebec, subject to local and municipal regulations and collect tolls therefor ;

To purchase or lease, real estate, and erect or lease buildings in any part of the province of Quebec, for all and any of the purposes and objects aforesaid, and to sell hypothecate, lease or otherwise dispose of them to any other person or corporation ;

To acquire by purchase or otherwise, patent rights, letters patent of invention, processes, options and other such rights or privileges and again dispose thereof ;

Acquérir par achat ou autrement, en tout ou en partie, les travaux, capital-actions, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou propriétés de toute compagnie ou personne ayant, en tout ou en partie, des pouvoirs semblables à ceux de la compagnie, et en tout et en partie, louer, sous-louer, vendre toutes affaires, propriété, entreprise, droit, pouvoir, franchises ou privilèges de la compagnie à toute autre personne ou corporation, ou en disposer autrement ;

Acheter, acquérir, posséder, recevoir et tenir en échange et vendre des actions du stock, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre corporation, soit en paiement pour services rendus ou pour propriété ou marchandises vendues ou louées par la compagnie ou en disposer autrement ;

Emettre des obligations ou toute partie des actions de la compagnie en partie payées ou acquittées et non sujettes à appel, en plein paiement ou partie de paiement de toute propriété, meubles et immeubles, stock, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou autres actifs acquis ou loués par la compagnie, ou pour toute autre considération qui peut être jugée à propos par les directeurs de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transaction capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

S'alimenter avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir la clientèle, etc., de toute personne ou personnes, compagnie ou corporation engagées dans aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire pour de l'argent ou actions, obligations, ou autrement ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de bonus, avances d'argent, promesse, endossement, garantie ou autrement toute corporation dans le capital-actions d'icelle la compagnie possède des actions ou toute corporation ou personne avec lesquels elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou personne, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou personne ;

Faire en général les affaires d'emmagasinage et toutes choses accessoires ou y ayant rapport ;

Tenir des expositions, courses et concours en rapport aux automobiles et voitures motrices en général ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ou nécessaires pour permettre à la compagnie de mettre son entreprise en opération, sous le nom de "The Mount Royal Garage Company, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00) divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions privilégiées et deux mille cinq cents (2,500) actions ordinaires, toutes deux de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce sixième jour de septembre 1912.

J. C. SIMARD,

3677

Sous secrétaire de la province.

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par François E. McKenna, ecuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Ernest Henry Stuart, en son vivant, notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, même district.

3737

To acquire by purchase or otherwise, in whole or in part the works, capital stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or properties of any company or person having powers wholly or in part similar to the powers of the company, and to in whole or in part, let or sublet, sell or otherwise dispose of any business, property, undertaking, right power, franchises or privilege of the company to any other person or corporation ;

To purchase, acquire, own, receive, and hold in exchange, and sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation, whether in payment of services rendered or for property or goods sold or leased by the company, or otherwise ;

To issue bonds or any part of the stock of the company as partly paid up, or fully paid up and non assessable, in part or in full payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or other assets acquired or leased by the company, or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the goodwill, etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on for cash or stock, bonds, or otherwise ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares or any corporation or person with which it may have business relations, and to act as employer, agent or manager of any such corporation or person, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or person ;

To carry on a general storage business and all things incidental or accessory thereto ;

To hold exhibitions, races and shows in connection with automobiles and motor vehicles generally ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or necessary to enable the company to carry on its undertaking under the name of "The Mount Royal Garage Company Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which two thousand five hundred shares are preferred and two thousand five hundred are common.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3678

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Ernest Henry Stuart, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, same district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3738

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Amable Alexandre Bélanger, entrepreneur, Jean-Baptiste Gratton, entrepreneur, Oscar Marchand, électricien, Victor Lemay, restaurateur et Léon Garneau, conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de maître carrier et marchand de pierre, et acheter, vendre, acquérir, travailler, tailler, ébaucher, sculpter, polir, broyer, scier et préparer pour le marché ou pour utilité, de la pierre, chaux, ciment, sable, métaux et minéraux et matériaux de construction de toute sorte, et faire les affaires comme faiseurs de chemins et de pavés, et réparateurs, manufacturiers, commerçants et ouvriers en chaux, ciment, mortier, béton, asphalte et matériaux de construction de toute sorte, et comme constructeurs et entrepreneurs pour l'exécution de travaux et bâtisses de toute sorte, dans la construction desquels la pierre, la chaux ou le ciment sont requis ;

Faire les affaires, soit manufacturées, commerciales ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Acquérir, ériger, posséder, employer, louer des bâtisses, matériel et machines nécessaires ou en rapport aux affaires conduites par la compagnie, ou en disposer autrement ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière, et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires (et en particulier toutes terres, bâtisses, droits, machines, matériel et marchandises disponibles) ;

Développer et mettre à profit toute terre acquise par la compagnie ou dans laquelle elle est intéressée, et en particulier en la disposant et préparant pour les fins de construction, érigeant, changeant, démolissant, décorant, maintenant, installant et améliorant les bâtisses et accommodations, et en plantant, pavant, drainant, exploitant, cultivant, louant sur bail de bâtisse ou convention de bâtisse, et en avançant de l'argent et faisant des contrats et arrangements de toute sorte avec les constructeurs, locataires et autres ;

Construire sur la propriété de la compagnie ou sur propriété contrôlée par la compagnie, améliorer, maintenir, travailler, conduire tous chemins, voies, tramways, chemins de fer, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, entrepôts de manufacture, travaux électriques, ateliers, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent être calculés directement ou indirectement pour avancer les intérêts de la compagnie, et y contribuer, subventionner ou aider autrement ou prendre part dans la construction, amélioration, maintien, travail, direction, mise en opération ou contrôle d'iceux ;

Acheter ou acquérir autrement aux termes et en la manière pourvus de temps en temps par les règlements de la compagnie, toutes actions du capital de la compagnie ;

Placer aucun des argents de la compagnie dans ou sur tels placements ou garanties, soit obligations, débetures, actions du stock ou autrement, qui peuvent être jugés à propos de temps en temps et de faire des avances d'argent pour garantir les contrats ou engagements d'iceux ou s'en rendre responsable, et aider financièrement toute personne, société, compagnie ou corporation ;

Entrer en société ou autre arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, risque conjoint, concession réciproque avec

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Joseph Amable Alexandre Bélanger, contractor, Jean-Baptiste Gratton, contractor, Oscar Marchand, electrician, Victor Lemay, restaurant-keeper, and Léon Garneau, King's Counsel, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as quarry master and stone merchants, and to buy, sell, get, work, shape, hew, carve, polish, crush, saw and prepare for market or use, stone, lime, cement, sand, ore, minerals, and building materials of all kinds and to carry on business as road and pavement makers, and repairers and manufacturers of and dealers and workers in lime, cement, mortar, concrete, asphalt, and building materials of all kinds and as builders and contractors for the execution of works and buildings of all kinds in the construction of which stone lime or cement are required ;

To carry on business, whether manufacturing, trading or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on to its advantage ;

To acquire, erect, hold, use, lease or otherwise dispose of buildings, plan and machinery necessary or incidental to the business carried on by the company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business (and in particular any land, buildings, easements, machinery plant, and stock-in-trade) ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up, and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others ;

To construct on the property of the company or on property controlled by the company, improve, maintain, develop, work, manage, any roads, ways, tramways, railways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufacturer warehouses, electric works shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out, or control thereof ;

To purchase or otherwise acquire, on such terms and in such manner as the regulations of the company from time to time provide, any shares in the company's capital ;

To invest any of the moneys of the company in or upon such investments or securities, whether bonds, debentures, shares of stock or otherwise, as may from time to time be deemed expedient and to make such cash advances to guarantee the contracts or engagements of, or to become security for and financially assist any person, firm, company or corporation ;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or cor-

toute personne ou corporation faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prendre ou acquérir autrement et posséder des actions ou stock ou garanties d'icelle, et subventionner ou aider autrement toute telle compagnie, et vendre, posséder, voter, émettre de nouveau avec ou sans garantie, et faire le commerce de telles actions ou garanties autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie, en espèce, toutes actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie, payer pour tous services rendus à icelle et pour tous biens et droits acquis par la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie créditées comme étant complètement ou en partie acquittées ;

Vendre toute l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ;

Acheter et acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission de débetures, ou stock de débetures, perpétuel ou autrement, chargé sur tous ou aucun des biens de la compagnie (tous deux présents et futurs), y compris son capital non appelé, et acheter, racheter ou payer toutes telles garanties ;

Remunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, stock de débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou pour la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "The Fireproof Crushed Stone Company Incorporated", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3743

Sous-secrétaire de la province.

poration with any person carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to take or otherwise acquire and hold shares or stock in, or securities of, and to subsidize or otherwise assist any such company, and to sell, hold, vote on, re-issue with or without guarantees, and otherwise deal with such shares or securities ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To act as agents for any company, partnership, or person carrying on a similar business ;

To distribute among the members of the company, in land, any shares, debentures, securities or property belonging to the company, to pay for any services rendered to and any property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company credited as fully or partly paid up ;

To sell the whole undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company ;

To purchase and otherwise acquire and undertake all and any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable to the purposes of the company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property (both present and future), including its uncalled capital, and to purchase, redeem, or pay off any such securities ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debentures stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business under the name of "The Fireproof Crushed Stone Company Incorporated" with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divide into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3744

Assistant Provincial Secretary.

Avis Divers

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie des Tramways des Trois-Rivières aura lieu à l'hôtel de ville, dans la cité des Trois-Rivières, vendredi, le vingt-sept septembre 1912, à huit heures et demie du soir, dans le but de ratifier, confirmer, ou adopter tous règlements, résolutions ou procédés nécessaires pour l'adminis-

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that a general special meeting of the shareholders of the Three Rivers Tramway Company, will be held at the City Hall, in the city of Three Rivers, Friday, the twenty seventh of September, at half past eight o'clock in the evening, to ratify, confirm and adopt all by-laws, resolutions or necessary proceedings for the administration or guidance of the said

tration ou la gouverne de la dite compagnie et pour faire toutes autres choses nécessaires pour compléter l'organisation de la dite compagnie et transiger toutes choses qui peuvent venir devant cette assemblée.

L. T. DESAULNIERS,
Secrétaire.
Trois-Rivières, 11 septembre 1912. 3715

company, and to do all necessary things to complete the organization of the said company and the transaction of all things which may come before this meeting.

L. T. DESAULNIERS,
Secretary.
Three Rivers, 11th September, 1912. 3716

Index de la Gazette Officielle de Québec No 37.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bertrand vs Masseau.....	1850
" Clément vs Laplante.....	1850
" Corbeil vs Legault.....	1851
" Cournoyer vs Parenteau.....	1850

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dame Blackburn vs Boily, 1851.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1839.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALE SPECIALE :—Cie des Tramways de Trois-Rivières, 1867.

AVIS : — The Standaard Cement Coy, ltd, 1849.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1847 · Conseil législatif, 1846.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE : — Paroisse de Bienheureux Alphonse de Rodriguez, 1840.

CIE ENREGISTRÉE : — The Liverpool - Manitoba Assurance Coy of Montreal, 1845.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Aboussafy & Cie.....	1853
Ames Holden McCreedy Coy.....	1854
Aronson & Rutenberg.....	1852
Bilodeau.....	1853
Bisson.....	1851
Bolduc.....	1853
Cadieux.....	1852
Callard.....	1852
La Cie de Conserves de Saint-Isidore.....	1851

LETTERS PATENTES :—

Gaudreau & Gagnon.....	1863
La Chicoutimi Brique Cie, ltée.....	1841
La Cie Industrielle d'Hébertville.....	1834
Parc Saint-Jacques.....	1841

LIQUIDATION : — Richmond, Drummond & Yamaska Fire Insurance Co., 1855.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Chs. Art. Gauvreau, 1845 ; Par Gaudiose Guérard, 1845 ; Par Jos. Alb. Poupard, 1841 ; Par Frs. E. McKenna, 1865.

NOMINATIONS : —

Estimateurs :—Paroisse Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, 1839 ; Village Saint-Benoit, 1839.

Juges de paix :—Pontiac, 1863 ; Joliette, 1863 ; Bedford, 1863.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Fréchette vs Therrien.....	1851
" Quirion vs Dallaire.....	1850
" Robert vs Favreau.....	1851
" Saurette vs Pepin.....	1800

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dame Blackburn vs Boily, 1851.

ADVERTISERS :—Notice to : — Respecting notices, etc, 1839.

SPECIAL GENERAL MEETING :—Cie des Tramways de Trois-Rivières, 1867.

NOTICE : —The Standard Cement Coy, ltd, 1849.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1847 ; Legislative Council, 1846.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF :— Parish of Bienheureux Alphonse de Rodriguez, 1840.

REGISTERED COMPANY :—The Liverpool-Manitoba Assurance Coy of Montreal, 1844.

FAILLIS —INSOLVENTS

Latrémouille.....	1852
Longpré (Dme).....	1854
Marinier.....	1853
Potvin & Pérodeau.....	1854
Précourt.....	1854
The Royal Importing & Mfg. Co.....	1852
Trottier (Dme).....	1854
Vermerch.....	1852
Wholk.....	1853

LETTERS PATENTS :—

Sleeper & Akhurst, ltd.....	1783
The Fireproof Crushed Stone Coy incorp... ..	1866
The Mount Royal Garage Coy, ltd.....	1864
Thetford Land Coy.....	1843

LIQUIDATION : — Richmond, Drummond & Yamaska Fire Insurance Co., 1855.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Chs. Art. Gauvreau, 1846 ; By Gaudiose Guérard, 1845 ; By Jos. Alb. Poupard, 1841 ; By Frs. E. McKenna, 1865.

APPOINTMENTS :—

Valuators :—Parish of Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, 1839 ; Village Saint-Benoit, 1839.

Justice of the Peace :—Pontiac, 1863 ; Joliette, 1863 ; Bedford, 1863.

Membres du Conseil de l'Instruction Publique :— Hon. Ls. R. Roy, 1839; Robert Bikerdike, 1840; Howard Murray, 1840; W. H. Walker, 1840.	Members of the Council of Public Instruction :— Hon. Ls. R. Roy, 1839; Robert Bikerdike, 1840; Howard Murray, 1840; W. H. Walker, 1840.
Recorders :— M. Amédée Geoffrion, 1863; M. Louis Talbot, 1863.	Recorders :— M. Amédée Geoffrion, 1863; M. Louis Talbot, 1863.
PROCLAMATION :— Convocation des Chambres, 1840.	PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1840.
RÉSOLUTIONS :—Municipalité de la ville de Drum- mondville, 1855; The Beaurivage Lumber Co, 1835.	RESOLUTIONS :—Municipality of the town of Drum- mondville, 1855; The Beaurivage Lumber Co, 1835.
VENTES PAR LES SHERIFS :	SHERIFFS' SALES :
GASPÉ :—Montgomery & Sons Coy vs Doddridge, 1856; Montmorency & Sons Coy vs Willett, 1856.	GASPÉ :—Montgomery & Sons Coy vs Doddridge, 1856; Montgomery & Sons Coy vs Willett, 1856.
IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs succession Beauchemin, 1857; Lamoureux (Dme) et vir vs Fournier, 1857.	IBERVILLE :—The town of Saint John vs estate Beauchemin, 1857; Lamoureux (Dme) et vir vs Fournier, 1857.
MONTREAL :—Les Commissaires d'écoles vs (Dme) Fournier, 1858.	MONTREAL :— The school commissioners vs (Dme) Fournier, 1858.
QUÉBEC :—Gelley et al vs Deschènes, 1859; Lali- berté vs Carette, 1860; Robitaille vs héritiers Giguère, 1859; Rourke vs (Dme) Rourke es- ql., 1859.	QUEBEC :—Gelley et al vs Deschènes, 1859; Lali- berté vs Carette, 1860; Robitaille vs heirs Giguère, 1859; Rourke vs (Dme) Rourke es- ql., 1859.
RICHELIEU :—Larocque vs Thibault & St. Onge, 1860.	RICHELIEU :—Larocque vs Thibault & St. Onge, 1860.
SAGUENAY :—Adams vs Fraser et al, 1861.	SAGUENAY :—Adams vs Fraser et al, 1861.
SAINT-FRANCOIS :—Cie Massey Harris ltée, vs Cro- teau, 1862.	SAINT FRANCIS :—Cie Massey Harris ltd, vs Cro- teau, 1862.
TERREBONNE :—McClelland alias McLennan vs Mc- Clelland alias McLennan, 1862.	TERREBONNE :—McClelland alias McLennan vs Mc Clelland alias McLennan, 1862.

JK
9 1912